

Extrait du CGT Crédit Agricole

[http://cgtca.net/article.php3?id\\_article=442](http://cgtca.net/article.php3?id_article=442)

# Noel : Pensons les jours heureux

- Actualité - CGT CAM -



## Description :

Une trêve ? Oui, celle du Métro, Boulot Dodo !

Enfin pour certains seulement ! Car pour d'autres, Noël n'est jamais synonyme de trêve : les agents hospitaliers, les agents SNCF, EDF, GDF, la restauration etc etc &hellip;

Donc ceux qui disposent d'une trêve "Congés Payés" acquise par la Grève, peuvent enfin prendre le temps d'analyser les messages que leur assènent des médias partisans : Bonne lecture &hellip;

Sommaire

- [1/ Blocage SNCF ...](#)
- [2/ Pour financer les retraites](#)
- [3/ La CGT n'a pas été élue, \(&hellip;\)](#)
- [4/ La réforme des retraites](#)

Que dit la presse &hellip; Droit de réponse et explications

## 1/ Blocage SNCF &hellip;

Les salariés en grève de la SNCF n'opèrent aucun blocage, ils exercent le droit de grève qui est garanti par la constitution.

Les arrêts de travail ont une conséquence, ce qui prouve que le travail de ces agents nous apporte un réel service (et à nos employeurs aussi !). Plutôt que dénigrer leur travail, il conviendrait de reconnaître son utilité.

## 2/ Pour financer les retraites, il faut travailler plus, l'évolution démographique l'impose

Limiter l'analyse au constat démographique, c'est masquer la réalité économique :

- ▶ la richesse produite/habitant a été multiplié par 3.4 entre 1960 et 2017. Cette progression de la richesse produite par un nombre relatif d'actifs en baisse démontre qu'il n'y a aucun problème systématique de financement des retraites : chaque habitant pourrait disposer d'un meilleur niveau de vie tout en travaillant moins.
- ▶ Mais depuis 1985, la part des salaires dans la richesse produite a perdu 10 points au profit du capital, exonéré de cotisation.
- ▶ Financer les retraites n'est qu'un sujet de répartition des richesses produites, [rouge]c'est pour cette raison que seul le patronat apprécie le projet présenté par le 1er Ministre : les salariés n'en tireraient aucun avantage.[/rouge]

<img src='IMG/jpg/noel\_2.jpg' width='452' height='640' alt='' />

## 3/ La CGT n'a pas été élue, de quel droit réclame-t-elle le retrait du projet gouvernemental ?

- ▶ Les retraites sont financées par une part des salaires gagnés par les salariés grâce à leur travail : les cotisations sociales.
- ▶ A ce titre, les salariés sont pleinement légitimes à dire comment ils veulent que leur argent soit réparti.
- ▶ La part de financement issue des caisses de l'Etat n'est que la contre partie partielle des exonérations de cotisations consenties par le gouvernement au patronat, avec l'engagement, partiellement tenu, de compenser.
- ▶ La CGT rassemble des salariés parfaitement légitimes à exprimer leur positionnement.
- ▶ Le nombre d'adhérents de la CGT est très largement supérieur à tous les adhérents de tous les partis politiques

réunis et le nombre de personnes mobilisées dans les manifestations ou qui les soutiennent est plus grand encore. Tous ces salariés, adhérents ou pas de la CGT, sont légitimes à rejeter le projet LREM.

- ▶ La CGT offre à tous les salariés les moyens de se faire entendre, de défendre leurs intérêts et de faire valoir leurs droits.

[rouge]Permettre aux salariés de s'organiser pour défendre leurs revendications[/rouge]

## 4/ La réforme des retraites vue d'Angleterre par The Guardian &hellip;

"Emmanuel Macron a lancé un projet de réforme qui constituerait la plus profonde refonte du système de retraites français depuis sa création, dans l'après-guerre. Le gouvernement a défendu ses ambitions dans un langage jacobin, s'engageant à mettre en oeuvre un "système universel", où tout le monde serait traité de façon égalitaire. En oubliant de préciser que ce serait au prix d'une dégradation de la qualité des prestations.

Certes, il est probable que les réformes de Macron permettront de faire des économies. Avec le système actuel, les pouvoirs publics sont confrontés à un déficit du régime de retraite qui devrait atteindre entre 8 et 17 milliards d'euros d'ici à 2025. Mais ces mesures porteraient un coup très dur à l'un des meilleurs systèmes de retraite du monde. En France, seulement 7 % des personnes âgées sont menacées de pauvreté. C'est le taux le plus faible de toute l'Union européenne, bien en dessous des 19 % du Royaume-Uni et de l'Allemagne. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles l'espérance de vie en France est légèrement plus élevée que dans ces deux derniers pays. **Un tel système doit être préservé et développé, non pas écorné.**

[rouge]Des sacrifices demandés au Français moyen. [/rouge]

Ce n'est pas la première fois que Macron tente de rogner sur l'État-providence. Depuis son investiture en 2017, le président a également réduit les allocations de chômage et simplifié la procédure de licenciement pour les entreprises, tout en comprimant les coûts des services publics.

Parallèlement, il a remplacé l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui s'appliquait à tous les contribuables détenant un patrimoine supérieur à 1,3 million d'euros, par un impôt sur la fortune immobilière (IFI), qui frappe les biens immobiliers dépassant ce seuil. Comme les "gilets jaunes" l'ont exprimé avec force, le Français moyen est de plus en plus obligé de faire des sacrifices, tandis que les nantis reçoivent des cadeaux du gouvernement. S'il y a un fil conducteur des réformes de Macron, c'est cette idée que la France doit devenir plus attrayante pour les entreprises. Cela a toujours été l'obsession du principal syndicat patronal de France, le Mouvement des entreprises de France (Medef). Tout a commencé dans les années 1980, quand les voisins de la France ont adopté des réformes favorables aux entreprises à un rythme bien plus soutenu. Regrettant de n'avoir jamais eu un Reagan ou une Thatcher, les élites patronales françaises ont désormais le sentiment que leur pays est économiquement à la traîne, qu'il y a trop de paperasse, que le droit du travail privilégie les salariés, que les dépenses de l'État laissent le secteur privé sur la touche. Le système de retraite est emblématique de ces frustrations : là où les retraités voient des prestations bien méritées, les patrons et les réformateurs voient un dinosaure coûteux, alimenté par les charges sociales.

[rouge]Une réussite incomparable qui doit être préservée[/rouge]

On a du mal à avoir de la sympathie pour ces geignards. Car enfin, la France est encore la sixième économie de la

planète, et les riches n'ont aucun mal à y gagner de l'argent. L'Hexagone compte plus de 40 milliardaires ; **l'année dernière, les sociétés françaises ont distribué plus de dividendes à leurs actionnaires que celles de n'importe quel autre pays de l'Europe continentale.** [rouge]Plus important encore, la France peut s'enorgueillir de posséder l'un des meilleurs États-providence du monde. C'est la principale raison pour laquelle le pays affiche un taux de pauvreté plus faible que ses partenaires américain, britannique et allemand, souvent idéalisés. Ce filet de sécurité a aussi permis d'amortir le choc de la dernière crise économique. Une leçon que le gouvernement Macron ferait bien de retenir, à l'heure où l'économie mondiale connaît un ralentissement.[/rouge]

**Les manifestants français sont tournés en dérision. Accusés d'irréalisme, ils se voient reprocher de défendre un modèle dépassé. En fait, ce qui est vraiment dépassé en 2019, c'est cette volonté de Macron de tailler dans un système social efficace, très apprécié des Français.** Il suffit de voir dans quel état sont les pays vers lesquels les entreprises françaises lorgnent si amoureuxment. Sur le papier, le Royaume-Uni et les États-Unis sont peut-être plus compétitifs que la France, mais à quel prix ? Peut-on vraiment dire que les réformes néolibérales en ont fait des pays où l'on vit mieux ? [rouge]**L'État-providence de la France est une réussite incomparable qui doit être préservée, et non pas vidée de sa substance à des fins d'économies.**" [/rouge]

Cole Stangler

<img src='IMG/jpg/noel.jpg' width="426" height="640" alt="" />

Pour soutenir les salariés en grève reconductible c'est ici : <https://www.cgt.fr/actualites/franc&hellip;>